

Service de prévention des risques et environnement
industriels
2 rue Juliette Dodu – CS 41009
97743 Saint-Denis Cedex 9

Saint-Denis, le 28 mai 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SRPP Depot d'hydrocarbures

ZI N 1
BP 2015
97420 LE PORT MARINE

Références : SPREI/USRA/CL/71-0079/2024-0747
Code AIOT : 0007100079

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2024 dans l'établissement SRPP Depot d'hydrocarbures implanté Zone Industrielle N°1 CS 71169 97829 Le Port. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SRPP Depot d'hydrocarbures
- Zone Industrielle N°1 CS 71169 97829 Le Port
- Code AIOT : 0007100079
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La SRPP est un dépôt de produits pétroliers (carburants) et de gaz, appartenant au groupe Rubis, qui assure également des prestations d'importation et de distribution de carburants et opère un centre de remplissage de bouteilles de gaz.

Le carburant est stocké dans divers réservoirs répartis sur 4 zones.

L'installation est classée Sévésol Seuil Haut.

La SRPP compte une centaine d'employés. .

Thèmes de l'inspection :

- Rétentions
- Plan de modernisation des installations (arrêté ministériel du 04/10/2010) : massifs et rétentions

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	capacité des rétentions	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 20-1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	performances des dispositifs d'étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-1-1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	résistance des rétentions à la pression statique	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-2-1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	surface maximale susceptible d'être en feu	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-5	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
8	rétention des produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 21/04/1999, article 5.6.1	Demande d'action corrective	5 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	tuyauteries alimentant les réservoirs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-7-2	Sans objet
6	Détection fuites	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-9	Sans objet
7	surveillance des massifs des réservoirs et des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les massifs et rétentions inspectés ne présentent pas de désordre majeur apparent.

Il est demandé à l'exploitant de fournir plusieurs éléments justificatifs : dimensionnement des rétentions, performances d'étanchéité, résistance à la pression statique et à l'action physico-

chimique des produits.

L'inspection a constaté qu'une douzaine de cubitainers contenant des boues et huiles liées à des purges n'étaient pas posés sur des systèmes de rétention.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : capacité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 20-1
Thème(s) : Risques accidentels, rétention
Prescription contrôlée : A chaque réservoir ou groupe de réservoirs est associée une capacité de rétention dont la capacité utile est au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir associé ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.
Constats : Les documents présentés en salle n'ont pas permis de s'assurer du respect de la prescription pour les réservoirs de stockage de carburant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de fournir un plan précisant les volumes des différents réservoirs de stockage de carburant et les volumes des rétentions associées. Il est rappelé à l'exploitant que la prescription vise la capacité utile, dont le calcul est précisé dans le guide de lecture des textes relatifs aux liquides inflammables, partie B.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : performances des dispositifs d'étanchéité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-1-1
Thème(s) : Risques accidentels, rétention
Prescription contrôlée : Les rétentions sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité répondant à l'une des caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none">- un revêtement en béton, une membrane imperméable ou tout autre dispositif qui confère à la rétention son caractère étanche. La vitesse d'infiltration à travers la couche d'étanchéité est alors inférieure à 10⁻⁷ mètres par seconde. Cette exigence est portée à 10⁻⁸ mètres par seconde pour une rétention de surface nette supérieure à 2 000 mètres carrés contenant un stockage de liquides inflammables d'une capacité réelle de plus de 1 500 mètres cubes ;- une couche d'étanchéité en matériaux meubles telle que si V est la vitesse de pénétration (en mètres par heure) et h l'épaisseur de la couche d'étanchéité (en mètres), le rapport h/V est supérieur à 500 heures. L'épaisseur h, prise en compte pour le calcul, ne peut dépasser 0,5 mètre. Ce rapport h/V peut être réduit sans toutefois être inférieur à 100 heures si l'exploitant démontre sa capacité à reprendre ou à évacuer le produit dans une durée inférieure au rapport h/V calculé.

Constats : L'étanchéité est assurée par un revêtement en béton. L'exploitant précise qu'un diagnostic approfondi, comprenant des sondages, a été réalisé en 2013 afin d'évaluer précisément les performances d'étanchéité. Une actualisation annuelle est réalisée pour tenir compte des fissures. Compte tenu de la taille de certaines rétentions, il apparaît nécessaire d'atteindre des performances de 10^{-8} m/s pour l'étanchéité ; or le dernier rapport de contrôle présente des résultats de l'ordre de 10^{-7} m/s sur certaines zones.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de fournir les 2 derniers rapports de contrôle des étanchéités.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : résistance des rétentions à la pression statique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-2-1
Thème(s) : Risques accidentels, rétention
Prescription contrôlée : Les rétentions sont conçues et entretenues pour résister à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Elles font l'objet d'une maintenance appropriée.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir le rapport précisant le calcul de résistance à la pression statique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : fournir le rapport précisant le calcul de résistance à la pression statique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : surface maximale susceptible d'être en feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-5
Thème(s) : Risques accidentels, rétention
Prescription contrôlée : Dans tous les cas, la surface nette (réservoirs déduits) maximum susceptible d'être en feu n'excède pas 6 000 mètres carrés. Si la rétention excède cette surface, elle est fractionnée en sous-rétentions de 6 000 mètres carrés au plus par des murs ou merlons qui respectent les dispositions des points 22-2-1 et 22-2-2 du présent arrêté. La stabilité au feu de ces murs et merlons est compatible avec la stratégie de lutte contre l'incendie prévue par l'exploitant. Pour le cas des liquides miscibles à l'eau, cette surface est ramenée à 3 000 mètres carrés.

Constats : Selon l'exploitant les rétentions qui dépassent 6 000 m ² ont été fractionnées en sous-rétention. Les éléments présentés semblent confirmer cela mais comme pour le calcul des rétentions, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une note synthétisant les surfaces des rétentions, avec et hors réservoirs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé de fournir les surfaces des différentes rétentions et sous-rétentions.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : tuyauteries alimentant les réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-7-2
Thème(s) : Risques accidentels, rétention
Prescription contrôlée : En cas de tuyauterie de liquide inflammable alimentant des réservoirs dans des rétentions différentes, seules des dérivations sectionnables en dehors des rétentions peuvent pénétrer celles-ci.
Constats : Des tuyauteries de liquide inflammable transitent par certaines rétentions (cas des bacs 30 à 33 notamment). Ces tuyauteries sont sectionnables en dehors des rétentions.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Détection fuites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-9
Thème(s) : Risques accidentels, rétention
Prescription contrôlée : Lorsqu'une perte de confinement sur un réservoir peut être à l'origine d'un phénomène dont les effets de surpression sont susceptibles de conduire à des dangers significatifs pour la vie humaine à l'extérieur du site, une détection de présence de liquide inflammable (détection liquide ou gaz) est mise en place. En l'absence de gardiennage des installations, un dispositif d'alerte permet une intervention dans les trente minutes suivant le début de la fuite.
Constats : Le site dispose d'un service de gardiennage 24h/24 et de détecteurs de gaz dans chaque sous-rétention.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, massifs des réservoirs et rétentions
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants : <ul style="list-style-type: none">- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et [...] L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage. L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. Pour les ouvrages mis en service avant le 1er janvier 2011 : S'agissant des massifs des réservoirs et des cuvettes de rétention : <ul style="list-style-type: none">- l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2011 ;- le programme de surveillance est élaboré avant le 31 décembre 2012. [...]
Constats : L'exploitant a réalisé l'état initial de ses ouvrages et établi le programme de surveillance et le plan de surveillance conformément au guide de référence (DT 92). Une inspection annuelle est réalisée par un organisme extérieur et fait l'objet d'un rapport. L'inspection a parcouru le dernier rapport et a constaté le classement des rétentions selon les critères du DT92. L'inspection n'a pas relevé de désordres de niveau 3P ; cependant l'exploitant indique que des réfections récurrentes des joints de dilatation sont nécessaires ainsi que la reprise des fissurations du béton des massifs et rétentions. L'exploitant indique que les travaux sont réalisés dans les mois qui suivent la production du rapport annuel mais l'inspection a relevé que le suivi des travaux d'étanchéité mis en œuvre ne fait pas l'objet d'une traçabilité. L'exploitant indique qu'il demandera au prestataire externe d'indiquer les travaux réalisés dans les futurs rapports. L'inspection sur site a permis de constater le bon état global des massifs et rétention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : rétention des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/1999, article 5.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, rétention
Prescription contrôlée : Sous réserve des dispositions particulières visées dans le présent article, à toutes capacités ouvertes ou fermées contenant des liquides polluants ou toxiques, implantées dans les ateliers ou à l'extérieur doivent être associées des capacités étanches incombustibles et inattaquables. Le volume de la capacité sera au moins égal au plus grand des volumes suivants : <ul style="list-style-type: none">- volume de la plus grande des capacités concernées,- 50 % du volume des capacités concernées par une même cuvette.
Constats : L'inspection a constaté la présence d'une douzaine de cubitainers, de capacité unitaire de 1 m ³ , disposés sur une zone sans rétention. Ces cubitainers contiennent des huiles et boues issues des opérations de purge et nettoyage des réservoirs de carburants : il s'agit donc de déchets dangereux qui sont polluants et potentiellement inflammables. L'exploitant a précisé que la zone d'entreposage est reliée à la station de traitement des hydrocarbures et qu'en cas de fuite ces déchets y seraient donc acheminés. L'inspection rappelle que la station de traitement n'est pas une rétention, son fonctionnement en cas de rupture de plusieurs cubitainers étant incertain, et ne protège pas contre le risque incendie. La prescription susvisée vise bien l'entreposage et le stockage de produits dangereux et/ou polluants.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : mise en place de rétentions adaptées pour l'ensemble des cubitainers
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 5 jours